

"L'autonomie stratégique européenne est l'objectif de notre génération" - Discours du président Charles Michel au groupe de réflexion Bruegel

C'est un plaisir et un privilège de m'adresser à vous aujourd'hui grâce à l'institut Bruegel. Vos contributions au débat européen sont remarquées et ont un impact.

Autonomie stratégique européenne. Ou souveraineté? Ou puissance? Nous savons que les concepts et les mots peuvent avoir des connotations différentes ici ou là. Je me concentrerai aujourd'hui sur la substance. Mais d'emblée, je veux éviter un reproche récurrent: l'autonomie, ce n'est pas le protectionnisme. C'est l'inverse, et je vais tenter de vous le démontrer.

On se souvient de la formule de Paul-Henri Spaak: "Il n'y a que deux types d'États en Europe: les petits... et ceux qui ne savent pas encore qu'ils le sont." Cela m'inspire une autre formule: l'Europe est grande, mais elle ne le sait pas encore.

Les trois dernières décennies de la construction européenne ont vu la création du marché unique, l'espace Schengen, l'euro, le grand élargissement... Et enfin le traité de Lisbonne, qui a consolidé notre cadre institutionnel.

Chacune de ces étapes a renforcé l'Union européenne et son autonomie. Elles ont engendré un grand marché, et un espace de libertés devenu première puissance commerciale.

Avec cela, s'est développé le fameux "Brussels effect", si bien décrit dans son livre par Anu Bradford. "L'effet Bruxelles", ce n'est pas la bureaucratie souvent décriée chez nous. C'est la capacité à diffuser des normes dans le monde, qui force l'admiration en dehors de l'Union européenne. Comme, dans l'œuvre de Molière, Monsieur Jourdain parle en prose sans le savoir... les Européens sont devenus une puissance sans le savoir.

Notre diplomatie climatique en est un bel exemple. Nous sommes à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement. En 2018, quelques pays pionniers se sont engagés sur la neutralité carbone en 2050. Ensuite est venu le travail de conviction, la mobilisation de la société civile et des jeunes pour le climat. Et en décembre 2019, avec l'appui du Green Deal porté par Ursula von der Leyen, les 27 ont pris l'engagement de 2050 pour toute l'Union européenne. Puis, avec ténacité, nous avons adressé ce message à la Chine, y compris lors de notre récent sommet avec Xi Jinping. Son annonce, la semaine dernière à l'ONU, de l'engagement chinois sur 2060 concrétise un succès diplomatique réel. Et bien sûr, nous devons être vigilants pour la mise en œuvre.

Pourquoi donc le choix d'une autonomie stratégique européenne est plus essentiel encore aujourd'hui?

Parce que le monde globalisé a beaucoup changé depuis la fin de la Guerre froide. Et parce qu'un arc d'instabilité s'est développé autour de nous.

A l'Est, l'extension naturelle et inoffensive de l'espace démocratique européen a été brutalement stoppée par la Russie en Ukraine. La Russie y a perçu un danger géopolitique majeur. Cela a coûté à l'Ukraine une partie de son territoire, et une guerre à l'Est qui déstabilise durablement le pays. Même si le contexte est différent, les événements en Belarus mettent encore une fois en lumière le défi aux frontières orientales de l'Europe.

En Méditerranée orientale, nous faisons face à des tensions et des imprévisibilités. Libye et Syrie sont des foyers d'insécurité et d'instabilité. Des pressions sont exercées sur la souveraineté de la Grèce et de Chypre. Notre relation avec la Turquie est soumise à rude épreuve. Raison pour laquelle le prochain sommet européen sera consacré à l'adoption d'une position stratégique européenne en lien avec cette région. J'ai proposé l'organisation d'une conférence multilatérale sur la Méditerranée orientale, où seraient abordés les délimitations maritimes, l'énergie, la sécurité, la migration...

Au Sud: l'Afrique. Et je sens, à l'échelle de l'Europe et de ses dirigeants, combien le regard sur l'Afrique change. Son énergie, sa vitalité, ouvrent le chemin vers une alliance sans précédent. Cela ne dépend que de nous, responsables africains et européens.

A l'Ouest, le Brexit. Au lendemain du référendum, le résultat a bousculé l'Union européenne. Ce choix de souveraineté nationale a été ressenti comme un échec de la construction européenne.

Aujourd'hui qu'en est-il? C'est le Royaume-Uni qui fait face à notre force tranquille. En vérité, les Britanniques font face à un dilemme. Quel modèle de société veulent-ils? Préfèrent-ils maintenir des standards élevés de qualité (sanitaires, alimentaires, environnementaux...)? Ou au contraire veulent-ils l'abaissement des normes, soumettre leurs éleveurs et leurs entreprises à la concurrence déloyale et injuste d'autres régions du monde? C'est la réponse à cette question qui déterminera le niveau d'accès à notre marché intérieur.

Quant à l'alliance avec les États-Unis... Au-delà des valeurs et de l'histoire qui nous soude, force est de constater une addition de choix géopolitiques contraires aux intérêts européens. L'affaiblissement du multilatéralisme. Le retrait des accords de Paris. La dénonciation de l'accord sur le nucléaire iranien. La tentation protectionniste... Ce ne sont pas des détails. Nous sommes et voulons rester un allié solide et loyal pour les États-Unis. Nous espérons que c'est réciproque.

Enfin avec la Chine: nous sommes engagés. C'est un acteur essentiel pour relever les défis globaux comme le changement climatique ou le Covid-19. Mais sur le plan économique et commercial, nous sommes en train de rééquilibrer la relation: nous voulons plus de level playing field, plus de réciprocité. Et sur la question des droits de l'homme, nous ne baissons pas les yeux, et assumons la promotion de nos valeurs.

Ce n'est pas la prétendue faiblesse de l'Europe qui l'a placée face à des enjeux complexes. C'est parce qu'elle est une puissance stratégique, l'une des premières au monde, qu'elle se voit confrontée.

Mais lorsque l'Europe a paru trop faible voire trop molle, ce n'est pas nécessairement parce d'autres étaient plus forts. C'est souvent parce nous avons sous-estimé nos capacités d'influence.

Enfin, l'Europe a cette fâcheuse habitude de s'auto-flageller, même lorsqu'elle agit de manière robuste... En réalité, nos débats vifs, nos confrontations apparentes, sont le passage obligé vers la décision. Nous devons en être fiers. Nous ne sommes pas la Corée du Nord. Nous sommes un ensemble de démocraties qui par le débat public garantissons la légitimité de nos décisions.

Cette capacité à surmonter les différences et à fixer le cap, l'UE l'a démontrée face au Covid-19, qui a créé un "momentum" que nous avons saisi. Les 1.800 milliards mobilisés en juillet sont le carburant de notre stratégie de résilience et de transformation environnementale et numérique. Cette décision restera un moment clé dans l'histoire.

Nous sommes capables de nous mobiliser face à nos défis intérieurs. Nous avons maintenant le devoir de transposer cette capacité sur le plan extérieur.

Notre autonomie stratégique doit poursuivre trois objectifs. Un, la stabilité. Deux, la diffusion de nos standards. Et trois, la promotion de nos valeurs.

La stabilité, c'est d'abord la sécurité physique. C'est aussi la sécurité environnementale: qualité de l'air, eau potable accessible, biodiversité protégée, respect pour la planète et pour l'espèce humaine...

Ensuite, la sécurité économique et sociale. Elle requiert un environnement favorable aux investissements et aux échanges, à l'intérieur de notre marché comme avec le reste du monde. Défendre les conditions équitables de marché et la réciprocité avec nos partenaires commerciaux est l'une de nos priorités. Nous sommes partisans d'économies libres et ouvertes, et nous sommes opposés au protectionnisme. Mais l'accès à notre grand marché ne peut pas être bradé. Moins on en respecte les standards, moins on y accède. Qu'on quitte notre Union, ou qu'on s'en rapproche.

La sécurité économique, c'est aussi garantir notre approvisionnement en ressources critiques: produits médicaux, terres rares... Mais aussi les microprocesseurs, si essentiels pour notre souveraineté numérique: c'est un autre pan capital de notre autonomie stratégique, indispensable pour notre transformation digitale.

La stabilité, c'est aussi réussir à gérer de manière ordonnée, régulière et digne, nos politiques migratoires. Cette question va beaucoup nous occuper.

Notre deuxième objectif est de préserver notre capacité à fixer les normes. Cette capacité est un vecteur de la puissance européenne actuelle. Ce sont nos normes sur l'usage des substances chimiques qui assurent que les jouets fabriqués dans le monde sont sûrs. C'est notre Règlement Général sur la Protection des Données qui a fixé la norme mondiale de protection de la vie privée sur le web. De même, c'est notre définition, et notre pression à éliminer les discours de haine, qui ont poussé les grandes plateformes à commencer éliminer cette malfaisance sur le net.

Nous voyons aussi combien le climat est le nouveau champ stratégique où l'Europe peut gagner la bataille des normes. Comme pionniers des technologies environnementales puis en fixant leurs standards, nous atteindrons un double résultat: prendre le leadership dans ce domaine, et contribuer à la victoire contre le réchauffement.

Ceci illustre déjà mon troisième objectif. La force de notre modèle économique et social est qu'il est fondé d'une manière unique sur notre socle de valeurs. Il nous confère une légitimité et un pouvoir d'attraction formidables auprès de nombreux partenaires dans le monde.

C'est appuyés sur ce socle que nous devons nous renforcer encore, pour rendre le monde plus pacifique, plus humain, et plus équitable. Être à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement, défendre des règles équitables de commerce, nous battre pour une fiscalité plus juste... : il y va de notre intérêt, comme de l'intérêt universel.

Nous disposons d'instruments solides. Nous devons plus et mieux les utiliser.

D'abord, il y a les moyens financiers. Et la récente décision relative au plan de relance est à cet égard essentielle. Ensuite, les compétences européennes. Judicieusement utilisées, elles ont un impact significatif. Accords commerciaux, aide au développement, gouvernance économique, supervision des marchés financiers, stratégie industrielle, numérique et spatiale... Sans oublier l'euro dont le rôle international doit être développé. Les politiques de sanctions et de visas offrent une opportunité régaliennne que nous pouvons aussi mobiliser.

Soyons de bon compte. Il y a une marge de progrès en termes de coordination et de mise en cohérence de ces instruments au service de notre stratégie internationale. Notre Haut Représentant est un super-ministre des Affaires étrangères. C'est la lettre et l'esprit de Lisbonne. Il est totalement engagé. Son expérience et son habileté sont des atouts. Je forme le vœu qu'en tant que vice-président de la Commission européenne et président du Conseil Affaires étrangères, il dispose de tout l'espace politique utile au service de nos intérêts communs.

Et sa tâche n'est pas facile. Parce que l'unanimité est requise en matière de politique étrangère. Cette question de l'unanimité est, on le sait, régulièrement débattue. Et j'ai à cet égard une opinion nuancée. Certes, l'exigence d'unanimité ralentit et parfois même empêche la décision. Mais cette exigence conduit à déployer des efforts constants pour souder les États membres les uns aux autres. Et cette unité européenne est aussi notre force. L'unanimité favorise l'adhésion durable des 27 pays à la stratégie délibérée ensemble. Alors je m'interroge: le renoncement à l'unanimité n'est-il pas une fausse bonne idée? N'y a-t-il pas d'autres réformes plus pertinentes pour agir plus vite sur le plan international, sans perdre la valeur ajoutée de notre unanimité?

Mon expérience, modeste, est la suivante. Très souvent, ces derniers mois, j'ai constaté que des divergences importantes en apparence entre les États membres, étaient rapidement estompées grâce au débat de fond. Il en fut ainsi sur la Chine. Les préparatifs politiques nous ont permis en quelques mois de définir une position commune désormais relayée par tous. Il en ira de même pour la Méditerranée orientale ou encore le Belarus. J'ai bon espoir que là aussi, nous exprimerons des positions communes qui puiseront leur force dans notre unité. Les décisions majeures sur le budget et le fond de relance illustrent encore cette certitude : la confrontation politique, l'échange d'arguments sur le fond, sont une étape indispensable du processus de délibération démocratique. Et ils fondent la légitimité de la décision.

La confiance et le respect personnel jouent aussi un rôle clé. Raison pour laquelle j'encourage au maximum les interactions, parfois informelles, et dans différents formats. L'unité n'est pas spontanée. Elle requiert efforts, ténacité et une volonté sans faille et sans relâche.

La défense n'est pas une compétence européenne comme les autres. Et je connais les différentes sensibilités nationales. A mes yeux, approfondir la défense commune est une nécessité et relève davantage du bon sens que de l'obsession idéologique. Ce projet doit se déployer au sein de l'Otan. C'est le sens du partenariat stratégique entre l'UE et l'Otan. La Coopération structurée permanente et le Fond européen de Défense, que nous venons de doter de 7 milliards d'euros, s'inscrivent pleinement dans cette ambition. Et je salue Jean-Claude Juncker et Federica Mogherini dont l'impulsion stratégique dans ce domaine n'est pas encore appréciée à sa juste valeur.

L'Union européenne est par essence une force positive, ouverte et tolérante. Nous savons que les échanges, libres et équitables, contribuent à l'essor des sociétés. Nos valeurs bienveillantes et humanistes éclairent notre projet de transformation. La neutralité climat et la souveraineté digitale ouvrent de nouveaux espaces pour l'intelligence humaine, l'innovation et le débat démocratique. Nos objectifs sont ambitieux et exigeants: la paix et la prospérité. Et c'est précisément pour cette raison que nous devons davantage déployer toutes les dimensions de notre puissance, être plus cohérents dans l'usage de nos instruments. Fidèles à nos valeurs, réalistes et moins naïfs... Une puissance au service d'un monde plus respectueux, plus vertueux, et plus équitable. Souveraineté, indépendance, émancipation... Quel que soit le mot, c'est la substance qui comptera. Moins de dépendances, davantage d'influence. L'autonomie stratégique en action, c'est le credo qui nous rassemble pour définir ensemble notre destin, et pour avoir un impact positif pour le monde.

Je vous remercie.

Press office - General Secretariat of the Council

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press

